

CONFERENCE DU 22 JUIN 2009

« DEVELOPPEMENT DURABLE, LE SPORT S'ENGAGE »

Animée par Mr Pascal VAUTIER (CNOSF)

Étaient présents : Mr Alain PICHON, Mr Serge BRU (Conseil Général), Mr Robert GARRIGUES, Mr J-Yves TAYAC (DDJS), Mr Serge CERANTOLA (mairie Villefranche et ANDES), Mme Catherine GUILLERM et une étudiante (ADASEA),



Mr Jean-François ANGLES, Mr Jean AUREJAC, Mr Bernard BARASCUD, Mr Charles BARROSO, Mr Jacques BOUDES, Mr Daniel CONDAT, Mr Lucien GIRALDI, Mr Alain HUGONET, Mme Gisèle LATIEULE, Mme Patricia MICHALAK, Mr Louis MIQUEL, Mr Marc NOGARET, Mr Yves PEREZ, Mr André ST-HILAIRE, Mr Jean-Pierre TOMMASI, Mlle Aline PROUZET (CDOS).

Comités départementaux présents ou représentés : CD Basket-ball, CD EPMM, CD Football, Gapulm, CD Gymnastique, CD Handball, CD Motocyclisme, CD Pétanque, CD Ski, CD Volley-ball, Centre Social de Millau.

Étaient excusés : Mr Jean-Claude LUCHE (Conseil Général), Mr René QUATREFAGES, Mr Joël ATCHE (PNR Grands Causses), Mr Jean-Louis GRIMAL (Association des maires Aveyron), Mr Boris BENEZECH, Mr Alain FAUCONNIER (Mairie St-Affrique), Mr le Chargé des Sports (Mairie d'Onet le Château), CD Aéronautique, CD Athlétisme, CD Etudes sports s/marins, CD EPGV, CD Haltérophilie, CD Handisport, CD Judo, CD Natation, CD retraite Sportive, CD Aviron, CD Sport en milieu rural, CD Tir, CD Médailleurs Jeunesse et Sport.

La conférence a débuté à 20h15 par les remerciements et excuses d'usage. Après avoir rapidement présenté Mr VAUTIER, la conférence s'est déroulée en deux parties : une présentation sur le développement durable suivi d'un débat avec le public.

En préambule Mr VAUTIER rappelle ce qu'est le CNOSF et quelles en sont ses missions.

PARTIE 1 : LA CONFERENCE

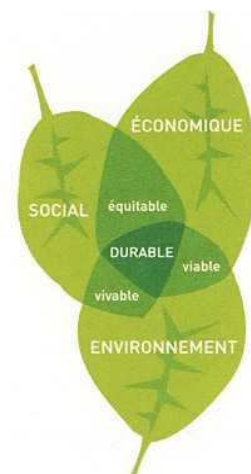
1- Le Développement Durable

« Le développement durable satisfait les besoins de la génération actuelle sans compromettre les possibilités des générations futures à satisfaire les leurs. » (*Rapport Brundtland – 1987*).

Le développement durable ne comprend pas seulement le champ environnemental. En effet il faut traiter l'environnement en relation avec le champ économique, le champ social.

Ce thème est abordé à partir de 1994 sous l'impulsion du CIO, lors du Congrès Olympique consacré, en partie, au sport et à l'environnement. Puis en 1999, est adopté l'Agenda 21 du mouvement Olympique. Le CIO veille à ce que les Jeux Olympiques se déroulent dans les conditions qui prennent en compte d'une manière responsable les problèmes d'environnement : Un sport durable, c'est un sport qui se développe en tenant compte de l'impact de ses activités dans les domaines sociaux, environnementaux et économiques.

Au terme de six grandes étapes, le CNOSF adopte et publie en 2003 l'Agenda 21 du sport Français.



2- L'Agenda 21 du Sport Français

Téléchargeable sur le site Internet du CNOSF (www.franceolympique.com), il décline 21 actions organisées en 4 chapitres :

❶ Le développement durable, une nouvelle approche des politiques sportives

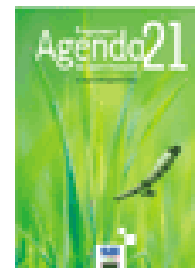
Le développement durable est une nouvelle gouvernance du sport, partenariale, concertée et solidaire. Il s'agit de penser globalement « le politique ». Pour cela cinq objectifs :

- intégrer le concept de développement durable dans les politiques sportives, les règlements et modes de gestion qui régissent le fonctionnement du monde sportif.
- promouvoir les valeurs du développement durable, l'intégrer au cœur des stratégies de communication de l'organisation sportive.
- engager le mouvement sportif à devenir un acteur à part entière du développement durable, en collaborant avec les instances publiques, les milieux associatifs et groupements professionnels impliqués dans le développement durable.
- intégrer le développement durable dans les actions de coopération sportives nationales et internationales,
- élaborer un système d'observation et d'évaluation des réalisations accomplies dans le sens du développement durable en publiant tous les deux ans un rapport sur l'état de la mise en œuvre de « l'Agenda 21 du sport français ».

❷ La solidarité sportive au service du développement durable

Le sport bâtit des ponts entre les hommes, les pays et les continents et veille à ne laisser personne sur le bord du chemin. Les huit objectifs sont les suivants :

- combattre l'exclusion sociale par la pratique du sport en développant et en adaptant les pratiques et équipements sportifs aux différents besoins.
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes.
- intensifier la lutte contre le dopage tant en appliquant strictement les réglementations publiques et sportives qu'en développant les campagnes d'information et de prévention.
- favoriser la pratique sportive des personnes handicapées par la formation de l'encadrement, l'information des pratiquants et leur intégration dans des manifestations de personnes valides.
- promouvoir l'accès des femmes à la pratique sportive et aux postes de responsabilité en levant certains freins culturels et matériels qui limitent leur participation.
- promouvoir la pratique des jeunes par la découverte et l'initiation et améliorer leur implication dans la vie associative et les instances dirigeantes du sport en valorisant leur participation.
- respecter et prendre en compte la diversité des pratiques sportives traditionnelles ou régionales et promouvoir le sport comme élément du patrimoine de la société.
- prévenir et lutter contre toutes les formes de violence et d'incivilités dans et autour du sport.



❸ Une gestion et une organisation du sport respectueuses de l'environnement

Le sport doit contribuer à la protection et la mise en valeur de l'espace naturel. Nous devons :

- intégrer un chapitre « environnement » dans les programmes d'éducation et de formation des cadres et des pratiquants pour les sensibiliser et leur proposer de mettre en œuvre des actions concrètes.
- nous impliquer dans une gestion respectueuse des sites, des paysages et de la nature en intégrant la protection de la nature dans les politiques et modes de gestion des organisations sportives. C'est agir et témoigner en tant que sportifs en contribuant à faire prendre conscience que tout notre environnement appartient au patrimoine de l'humanité.
- concevoir des installations, équipements et matériels sportifs respectueux de l'environnement en intégrant les normes environnementales et développer des modes de gestion « durables ».

- gérer les manifestations sportives de manière responsable dans le respect des préconisations du développement durable en incitant les dirigeants sportifs et organisateurs de manifestations à intégrer le respect du patrimoine naturel dans leur management.
- promouvoir une utilisation des moyens de transport économes en énergie et faiblement polluants.

Par exemple, notre responsabilité en matière d'environnement est également d'encourager les personnes à ne pas laisser de déchets après leur passage (tribunes des stades, milieux naturels, etc.), à participer au tri sélectif des déchets, à veiller à la bonne extinction des lumières en quittant les locaux, à gérer intelligemment la ressource en eau (douches, consommation, etc.), à accepter de participer à des actions de nettoyage des milieux naturels, à participer à la mise en place des dispositifs d'éco-veille (randonnées, descentes de rivières, etc.), à faire la promotion et adhérer aux chartes éco citoyennes quand elles existent.

④ Une économie sportive au service du développement durable

Aujourd'hui le développement de l'économie du sport est une réalité incontournable qui doit respecter les valeurs du développement durable en :

- mettant en œuvre des modes de consommation nouveaux intégrant les principes du développement durable en économisant l'énergie, en gérant les déchets, en faisant appel au recyclage.
- faisant du sport une source de richesse pour les territoires (retombées économiques, développement du territoire, maintien d'une qualité de vie).
- développant l'emploi en permettant à des personnes de développer un projet de vie à travers un emploi dans le sport et en contribuant aux actions de retour à l'emploi des personnes en difficulté.

3- L'Agenda 21 et après ?

C'est mettre en application l'article L 311-5 du Code du sport et le décliner dans les territoires.

Au niveau national, le CNOSF conclut avec les organismes gestionnaires d'espaces naturels, sous réserve du respect de la réglementation propre à chaque espace, des conventions ayant pour objet de fixer les conditions et modalités d'accès à ces sites pour les pratiques sportives en pleine nature compatibles avec les schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux d'une part et du sport d'autre part.

Pour l'ensemble du mouvement sportif, il s'agit de mettre en œuvre : la Charte du sport pour le développement durable, le label « Développement durable, le sport s'engage », la Charte des manifestations sportives durables et éco-responsables, les concours « sport et développement durable » pour les initiatives du mouvement associatif sportif, des collectivités territoriales, et des entreprises du sport.

① La Charte du Sport pour le développement durable : Huit engagements

- Contribution à l'éducation et formation au développement durable,
- Cohésion sociale et solidarité,
- Santé,
- Gouvernance du sport et contribution aux politiques de développement durable,
- Lutte contre les changements climatiques,
- Protection et valorisation des lieux de pratique,
- Prise en compte de l'environnement dans la réalisation et l'utilisation des équipements, des manifestations et des matériels,
- Contribution à une économie durable, à la solidarité sportive et à la paix dans le monde.

② Le label « développement durable, le sport s'engage »

Le label est attribué par le CNOSF ou par des organismes habilités par le CNOSF (fédérations/CROS) sous certaines conditions.

Il reconnaît l'exemplarité de la démarche de son titulaire au regard de « l'Agenda 21 du sport français » et à la « Charte sport pour le développement durable ».

Il peut être attribué aux personnes morales, aux associations sportives, aux collectivités territoriales ou aux entreprises agissant dans le domaine du sport, pour l'action (ou les actions) proposée(s) dans la demande. Le

dossier de demande est téléchargeable et doit être adressé, une fois rempli, au CNOSF où il sera évalué par les experts sur la base d'une grille d'analyse. L'évaluation peut comporter des investigations supplémentaires tant auprès de la structure que des parties intéressées par le projet.

Pour l'obtenir, le candidat doit contribuer à la mise en œuvre d'au moins quatre des huit objectifs de la Charte, recueillir obligatoirement au moins un point à l'objectif « gouvernance », recueillir une note d'au moins 6 sur un total maximum de 24.

Il permettra à son titulaire :

- d'attester de la reconnaissance par le CNOSF de la qualité de ses engagements et actions,
- de communiquer sur son engagement dans le domaine du développement durable auprès de ses membres, partenaires et participants en utilisant la marque,
- de bénéficier de l'accompagnement des experts du CNOSF,
- d'inscrire sa communication dans le cadre de la campagne nationale « sport et développement durable ».

En retour le titulaire du label s'engage à référencer son action dans la base de données nationale, répondre aux demandes d'informations, contribuer à l'évolution du label et à la promotion du développement durable dans le sport et à rendre compte spontanément du (bon) déroulement de l'action labellisée.

⑤ La Charte des manifestations durables et éco-responsables

L'adhésion à cette Charte est volontaire. Cette Charte est conçue comme une aide à l'organisation de manifestations sportives « durables » et « responsables » et doit permettre aux organisateurs de disposer de directives et de conseils pour leurs actions, de rendre publics leurs engagements et leurs actions et d'être évaluables dans l'aboutissement de leurs objectifs.

Les organisateurs s'engagent à intégrer l'éco-responsabilité dans l'organisation des manifestations, à organiser les manifestations de manière socialement et économiquement durables, à promouvoir dans le public chez les pratiquants et les organisateurs des comportements durables et responsables. Le signataire de la Charte s'engage à mettre en œuvre au moins huit actions prises dans l'ensemble des domaines du développement durable : économie, environnement, gouvernance et social.

④ Les prix « sport et développement durable »

Destinés au mouvement associatif sportif, aux collectivités territoriales, et aux entreprises dans le domaine du sport, les prix distinguent les initiatives originales s'inscrivant dans le cadre du développement durable (Agenda 21, Charte du sport pour le développement durable) et ont pour but de mieux identifier les actions exemplaires ainsi que leurs promoteurs pour aider à leur valorisation, leur diffusion et leur reconnaissance.

PARTIE 2 : LE DEBAT AVEC LE PUBLIC

① Les clubs sont prêts à faire des efforts mais les collectivités locales le sont-elles ? (Mr MORIO - CD Volley-ball)

Avant tout, il convient de préciser que le développement durable concerne l'ensemble des sports. Les collectivités sont de plus en plus concernées par ce problème, mais ont des réticences pour investir réellement. Le monde sportif doit aller vers les collectivités pour essayer de faire changer les choses et travailler ensemble.



② Le thème sport et développement durable pose le problème des déplacements dans le milieu sportif. Où en sommes nous du bilan carbone ? (Mr SALESSE - CD Basket-ball)

Dans le domaine sportif, les déplacements des administratifs et des sportifs engendrent une pollution importante, d'où la mise en place du Bilan Carbone que les fédérations se sont engagées à faire pour évaluer cet impact. Il faut s'attaquer aux habitudes, faire des efforts de covoiturage ou de transports collectifs pour minimiser l'effet carbone. Les nouvelles technologies (Internet, visioconférence) peuvent aussi contribuer à réduire les déplacements des administratifs par la mise en place de réunions à distance, mais nous nous

heurtons encore à un problème de réception et d'accessibilité surtout en milieu rural. Pour les sportifs les déplacements sont inévitables mais ils peuvent être réduits ou améliorés.

③ Intervention de Mr BARASCUD référent du CDOS pour le thème du développement durable

Mr BARASCUD apporte des éléments de réflexion sur l'organisation du territoire et fait état des prémices d'une prise de conscience d'une nouvelle organisation des épreuves sportives. L'Aveyron est un territoire formidable pour la nature (zone Natura 2000, Parc Naturel Régional des Grands Causses) et les activités qui s'y rapportent. Le mouvement sportif utilise ce territoire, il est organisé et a des idées. C'est pourquoi il faut collaborer avec les collectivités et autres partenaires pour faire évoluer la protection de tous ces sites naturels et sensibles. Il propose une large diffusion de l'information de cette soirée.

④ Intervention de Mme GUILLERM directrice de l'A.D.A.S.E.A. (Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles)

Directrice d'un organisme qui travaille pour le développement durable et la protection de l'environnement, Mme GUILLERM insiste sur la nécessité de concertation entre tous les acteurs qui utilisent un territoire (associations, structures diverses, collectivités, agriculteurs) afin d'obtenir la valorisation des espaces naturels. Pour exemple, les sites Natura 2000 ont beaucoup évolué depuis que des élus portent le dossier. Jean-François ANGLES fait remarquer que le Conseil Général a mis en place la CDESI et que l'A.D.A.S.E.A. devrait se rapprocher de cette structure. Le milieu sportif doit être identifié et présent dans les différents comités de pilotage. En tant qu'acteur du sport, il est impératif de se rapprocher des structures environnementales.

⑤ Problème du rapport entre l'argent et le développement durable (Mr SALESSE - CD Basket-ball)

L'aménagement de l'accès aux sites pose la question du financement. Nous nous retrouvons confrontés à un problème de conflits d'usage et de différence d'éducation entre les divers pratiquants de sport de nature. Il faut distinguer les pratiquants libres ou « sauvages » des pratiquants encadrés car ces derniers sont formés et sensibilisés au respect de l'environnement. Ils ont une éducation et des valeurs acquises dans leurs clubs. Il faut faire des efforts pour informer et convaincre les pratiquants individualistes.

⑥ Comment sensibiliser et éduquer au développement durable ? (Mr BOUDES – UNSS Aveyron)

L'exemple cité est celui du Cross UNSS parrainé par le Conseil Général pour lequel des actions de sensibilisation ont été effectuées en amont auprès des élèves et enseignants et à travers une conférence de presse. Le résultat a été plus que probant car le site a été retrouvé en très bon état. A noter : sur des manifestations de masse, l'engagement des collectivités a permis la mise en place d'éléments de restauration recyclables. Au niveau scolaire, nous nous apercevons que les mentalités évoluent et que les jeunes sont très sensibilisés au problème du développement durable.

⑦ Comment accéder à certains sites de pratique en pleine nature (rivières, falaises) tout en préservant l'environnement ? (Mr TAYAC – DDJS Aveyron)

Pour l'accès aux sites s'opposent le droit d'accès et le droit de propriété sachant que ces sites sont d'accès libre et gratuit et qu'ils sont parfois classés en zone protégée. Il est nécessaire de travailler avec les professionnels des sports de nature (sociétés commerciales) afin de retisser des liens avec eux sachant que la plupart du temps ils sont passés, en amont, par des structures associatives.

CONCLUSION

Nous faisons tous du développement durable sans le savoir mais cela nécessite de l'imagination, de l'écoute des autres et de la concertation.

Si nous pouvons regretter l'absence de nombreux comités départementaux à cette conférence, il convient de rappeler que le CDOS est impliqué dans le domaine du développement durable et que, pour les années à venir, un programme sera bâti avec nos différents partenaires (Conseil Général, DDJS). Cette information sera largement diffusée.

Le mouvement sportif en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du sport (État, collectivités, partenaires privés) est un acteur en matière d'éducation au développement durable pour ses membres mais également pour la société toute entière...

Le Secrétaire Général,



Gisèle Laticule

Le Président



Jean-François Angles